

puté de Wellington-Sud (M. Guthrie) a fait un voyage en Angleterre qui a coûté à l'Etat \$9,400. Comparez avec l'année dernière. Le Gouvernement a délégué à l'exposition de Wembley trois commissaires à qui il a fait donner la modeste somme de \$1,400 à chacun. Le député de Wellington, pour son voyage en Angleterre en 1920-1921, se fait payer par l'Etat \$9,000. Que pense l'honorable député de Fort-William (l'hon. M. Manion) du prix qu'a coûté le voyage de son ex-collègue dans le cabinet précédent?

L'hon. sir HENRY DRAYTON: L'orateur veut-il nous dire l'objet de la mission du député de Wellington, combien de temps elle dura et quel personnel il avait avec lui?

M. KYTE: Je ne pense pas que personne le sache.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Monsieur l'Orateur...

M. KYTE: Peu m'importe. On ne me fera pas croire que ce ministre a pu légitimement dépenser \$9,400.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: La mauvaise volonté actuelle de notre collègue ne change pas la réalité des faits. L'objet de la mission est bien connu.

M. KYTE: En supposant qu'il ait été chargé d'une mission officielle, je pourrais dire que sir Wilfrid Laurier était lui aussi en mission officielle en 1911—il allait à la conférence impériale—et son séjour coûta au pays \$2,000 seulement. Même en concédant une plus grande valeur à l'argent en 1911, en doublant la somme, on arrive à \$4,000 et la dépense de l'honorable député de Wellington-Sud dépasse encore celle de sir Wilfrid Laurier de \$5,400.

Si l'honorable député de Wellington-Sud apparaît comme le plus prodigue, il a eu des collègues qui ne l'éloignent pas beaucoup. L'honorable M. Blondin, aujourd'hui sénateur, alla à la convention postale tenue à Madrid en 1920. Je ferai remarquer que ce n'est pas l'habitude pour un ministre des Postes d'assister à ces conventions; il y délègue plutôt un de ses fonctionnaires. Une convention postale a eu lieu à Stockholm l'année dernière, mais notre ministre des Postes actuel n'y a pas été lui-même; il a chargé de ce soin des membres de son personnel.

En 1920 M. Blondin se fit accompagner de M. Siméon Lelièvre, non comme secrétaire, mais comme attaché spécial, et d'un autre fonctionnaire. La mission demeura à Madrid cinq semaines et coûta au Trésor la somme de \$9,319.09, dont M. Blondin eut pour sa part \$5,800. Je viens de rappeler la convention qui eut lieu à Berne l'année dernière. Le

[M. Kyte.]

directeur général des Postes n'y est pas allé lui-même, mais il s'est fait représenter par quatre membres de son personnel. Ces messieurs restèrent là-bas trois mois et demi et leurs dépenses furent de \$10,092, à peu près la somme que dépensèrent M. Blondin et ses deux aides pendant cinq semaines.

J'ai la liste des autres hommes publics qui ont fait le voyage en Angleterre aux frais du pays, mais je m'abstiens de la citer.

Quelques VOIX: Citez-là.

M. KYTE: Non; je m'abstiendrai de le faire. Mes honorables amis ont peut-être eu des raisons pour faire ces dépenses. Je désire toutefois appeler l'attention de la Chambre sur un autre compte que je relève ici concernant l'honorable député de Wellington-Sud (M. Guthrie). Il est allé en Angleterre en 1920 et il a dépensé \$9,400; il est resté au pays au cours de l'exercice 1921, mais il a retiré quand même du trésor une somme de \$4,000 en sus de ses émoluments.

J'ai discuté toute l'affaire au point de vue des comparaisons. La dépense de \$4,200 pour le voyage en Angleterre, aller et retour, de trois députés soutient fort bien la comparaison avec la somme de \$9,400 qu'a déboursé l'honorable député de Wellington-Sud ou la somme de \$5,800 qu'a coûtée le voyage du sénateur Blondin. J'ai donc établi le bien-fondé de ma cause sur le terrain des comparaisons, mais j'ai encore une autre raison à faire valoir et j'invoque l'appui des précédents. Ce n'est pas la première fois qu'un Gouvernement a délégué des membres de la Chambre des communes pour le représenter à titre de Commissaires à une exposition. L'honorable député de Fort-William (M. Manion) a peut-être cru qu'il n'y a pas de précédent et voilà pourquoi il est d'avis que ces frais sont abusifs. Il n'y a pas le moindre doute que s'il eût su ce qu'il saura lorsque je reprendrai mon siège, il n'eût jamais porté les accusations que l'on sait. En 1893, une exposition universelle fut tenue dans la ville de Chicago. Or, le gouvernement de l'époque, au cours de la session de 1893, soumet au Parlement le projet de nommer deux commissaires honoraires dont l'un pour la Chambre des communes et l'autre pour le Sénat afin de représenter le Gouvernement, en sus du personnel qui était déjà sur les lieux. La question surgit aussitôt, savoir quel serait le montant raisonnable à accorder à ces commissaires? Et sir Richard Cartwright, ce vigoureux champion de l'économie dans les dépenses publiques, s'empressa d'affirmer: "En pareille occurrence, nous ne lésinerons pas du moment que les frais seront raisonnables". Quelle différence entre l'attitude de sir Richard et celle de mes honorables amis de l'opposi-